

Venezuela, pétrole et survie

Publié par Venezuela infos dans **Entreprise publique nationale du pétrole PDVSA, Etats-Unis, Gestion des ressources de l'État, Guerre économique, histoire de la révolution bolivarienne, Histoire du Venezuela avant la révolution bolivarienne, impérialisme, Iran, Nationalisation, Privatisation, politique pétrolière**

La lourde menace existentielle qui pèse sur le Venezuela après les attaques du 3 janvier 2026, et la perspective de l'histoire pétrolière de l'Iran comme miroir, nous permettent d'étudier les modèles du nationalisme pétrolier classique et de la résistance pragmatique. Au-delà de l'économie, certains analystes avancent la thèse suivante : le pétrole vénézuélien et iranien ne sont pas seulement une affaire commerciale, mais une arme vitale dans le scénario de guerre envisagé par les États-Unis.

Pour comprendre la réforme actuelle des hydrocarbures au Venezuela, il faut d'abord considérer regarder les chiffres rouges du blocus occidental. En 2014, le Venezuela avait des revenus annuels de près de 40 milliards de dollars grâce au pétrole. Après les sanctions des États-Unis, de l'Union Européenne et le blocus financier, ce chiffre est tombé à seulement 740 millions en 2020. L'État, propriétaire des gisements, s'est retrouvé sans capacité d'extraction et sans banques pour en percevoir les revenus.



(https://venezuelainfos.wordpress.com/wp-content/uploads/2026/02/674b15c672694.r_d.2573-280.jpeg).

Photo : la loi constitutionnelle anti-blocus, présentée par Nicolás Maduro en 2020 et ratifiée en 2025, vise à doter l'exécutif d'outils juridiques pour contourner les sanctions internationales, notamment en matière de paiements.

La réponse du président Maduro a été la loi anti-blocus de 2020 (<http://www.vuce.gob.ve/wp-content/uploads/2023/05/Ley-Antibloqueo-Y-CENTRO-INTERNACIONAL-DE-INVERSION-PRODUCTIVA.pdf>), qui a donné naissance aux **Contrats de Participation Pétrolière** (CPP). Les CPP ne sont pas des concessions traditionnelles. Il s'agit d'accords de services dans lesquels le secteur privé investit et exploite, en récupérant son investissement directement avec la production physique (barils), éliminant ainsi la transaction bancaire que les États-Unis pourraient bloquer (<https://venezuelainfos.wordpress.com/2020/09/30/le-president-maduro-presente-la-loi-anti-blocus-a-lassemblee-constituante/>).

Le gouvernement révolutionnaire défend le succès du modèle : en cinq ans, les recettes ont augmenté pour atteindre le chiffre record de 14 milliards de dollars en 2025, ce qui, bien que loin des recettes historiques, représente une augmentation considérable. Une augmentation vitale pour une révolution qui finance les politiques économiques et sociales à travers l'Etat, qu'il s'agisse des services publics de la santé, de l'éducation, de la modernisation des communication, de la recherche scientifique, de la réindustrialisation nationale, de la souveraineté alimentaire, sans oublier les grandes missions sociales (comme la construction massive de logements sociaux) et les politiques d'appui aux circuits économiques communards qui s'étendent dans tout le pays.

La réforme de janvier 2026 (<https://misionverdad.com/venezuela/hacia-donde-apunta-la-reforma-parcial-de-la-ley-de-hidrocarburos>) vise désormais à donner un statut juridique à ce mécanisme anti-blocus, en le sortant du régime d'exception qui plaçait souvent l'État vénézuélien dans une situation désavantageuse. Jorge Rodríguez, président de l'Assemblée nationale, résume cela comme un «*assouplissement des droits de douane* » dans lequel le secteur privé apporte les capitaux et l'État maintient sa souveraineté sur le gisement. Alors qu'à Caracas, on discutait de la nouvelle base juridique pour s'adapter aux nouvelles conditions des relations énergétiques avec les États-Unis, Donald Trump a lancé le 23 janvier dernier un message confirmant son changement de position en matière de géopolitique pétrolière : «*Le Venezuela possède les plus grandes réserves de pétrole au monde... supérieures à celles de l'Arabie saoudite* », suggérant que les États-Unis pourraient gagner «*beaucoup d'argent* » grâce à cette relation pragmatique.



(https://venezuelainfos.wordpress.com/wp-content/uploads/2026/02/18508976_ap26029825597908.jpg)

Photo : la présidente par intérim du Venezuela, Delcy Rodríguez, participe à une mobilisation populaire et montre une copie de la nouvelle loi sur le pétrole que les législateurs ont approuvée pour adapter la Loi anti-blocus de 2020.

Le choc des visions et la critique interne

La réforme a suscité certaines critiques. L'ancien ministre du Pétrole, Rafael Ramírez, qui fait l'objet d'accusations de corruption au Venezuela, a qualifié cette mesure, le 27 janvier dernier, d'« *abrogation de la nationalisation de 1976* ». Pour ceux qui ont toujours défendu le nationalisme pétrolier, les CPP, dans le cadre de la réforme de la loi sur les hydrocarbures, cèdent le contrôle opérationnel – qu'ils considèrent comme la valeur réelle – aux multinationales. Le gouvernement de Delcy Rodriguez rétorque en invoquant le « *pragmatisme de guerre* » : le modèle de 2006 (avec 90 % des revenus pour l'État) était idéal en temps de paix, mais irréalisable en temps de guerre. Le nouveau système garantit entre 65 et 70 % des revenus et, surtout, maintient l'industrie en vie. Il s'agit donc d'un recul imposé par les circonstances afin d'éviter l'asphyxie totale. Le plan élaboré par Nicolas Maduro pour l'économie vénézuélienne vise à développer ses différents moteurs productifs, laissant derrière elle sa dépendance historique aux hydrocarbures. Ce nouveau modèle financier, annoncé par la présidente par interim, s'appuie sur la création de deux fonds souverains : l'un destiné au développement du pouvoir populaire et l'autre axé sur l'amélioration globale des infrastructures nationales.

La nouvelle guerre froide : le facteur chinois

C'est là qu'intervient la dimension mondiale. Pourquoi Donald Trump et Washington font-ils désormais preuve d'une tolérance tacite envers ce modèle vénézuélien (comme en témoignent les licences accordées à Chevron) tout en maintenant une rhétorique dure ? La réponse pourrait résider dans le fait que l'objectif est de contenir la Chine (<https://humanidadenred.org/la-guerra-no-es-la-respuesta-a-la-profunda-inseguridad-planetaria-por-vijay-prashad/>).

Plusieurs analyses (<https://thetricontinental.org/es/newsletterissue/por-que-creo-lo-que-creo-sobre-la-revolucion-china-boletin-02-2024/>), y compris celles de conservateurs comme Tucker Carlson (<https://youtu.be/3PeryUZSmM8?si=6BkbSFRbaexbYsPH>) (http://savefrom.net?url=https%3A%2F%2Fyoutu.be%2F3PeryUZSmM8%3Fsi%3D6BkbSFRbaexbYsPH&utm_s) ont avancé une thèse qui trouve un écho dans les médias et les centres d'études géopolitiques : les États-Unis se préparent à un conflit cinétique ou commercial à grande échelle avec la Chine. Dans ce scénario, le contrôle des réserves pétrolières vénézuéliennes (<https://bitacoraeconomica.com/no-es-cierto-la-autonomia-petrolera-de-eeuu-que-pregona-trump/>) cesse d'être une question de marché pour devenir une question de sécurité nationale pure et simple.

Carlson avertit que l'administration Trump juge inacceptable que les plus grandes réserves mondiales (Venezuela) et l'un des pays clés du golfe Persique (Iran (<https://thetricontinental.org/es/iran/>)) approvisionnent la Chine. « Le pétrole va à la Chine... il devrait venir à nous », telle est la lecture qui sous-tend la nouvelle doctrine de Washington.

Dans cette optique :

1. Couper les ressources à l'ennemi : l'objectif n'est plus seulement de « changer le régime » à Caracas pour des raisons « démocratiques », mais aussi de dissocier le Venezuela de la Chine. Si les CPP et les licences permettent au pétrole vénézuélien d'être acheminé vers le golfe du Mexique (États-Unis) plutôt que vers Shanghai, Washington remporte une bataille stratégique sans tirer une seule balle.
2. Le cas iranien : avec l'Iran, la situation est plus instable. Carlson suggère que l'hostilité envers Téhéran vise à couper la principale artère énergétique sûre de la Chine au Moyen-Orient. Contrôler ou neutraliser le pétrole iranien revient à exposer l'industrie et l'armée chinoises à un blocus naval. Et à contrôler en même temps les voies d'approvisionnement.

Cette « *nouvelle guerre froide* » explique le paradoxe actuel : les États-Unis, tout en transformant les Caraïbes en une grande base militaire, permettent au Venezuela de respirer économiquement (grâce à Chevron et, à l'avenir, à la participation d'autres grandes entreprises états-uniennes), car ils préfèrent un Venezuela pragmatique qui vend au Nord plutôt qu'un Venezuela non aligné, qui soit un fournisseur énergétique sûr pour la Chine (<https://amp.dw.com/es/as%C3%AD-enfrenta-china-la-falta-de-suministro-de-petr%C3%B3leo-de-ir%C3%A1n-y-venezuela/a-75612561>) et qui, sur le plan financier, contribue à enterrer le dollar (<https://amp.rtve.es/noticias/20260114/mantener-monopolio-dolar-estadounidense-petroleo-contribuyo-captura-maduro-eeuu/16890678.shtml>) comme

monnaie d'échange mondiale.

Il y a aussi le facteur interne états-unien. Pour l'ex-président équatorien Rafael Correa (<https://x.com/MashiRafael/status/2020901342747800039>), « l'agression contre le Venezuela et le kidnapping du président Maduro n'ont pas changé l'administration du pays. Il s'agissait de trouver un prétexte pour lever le blocus, pour deux raisons :

1.- Parce qu'il n'est pas possible de faire plier le Venezuela et que le blocus était excessivement coûteux pour les États-Unis, ce n'est que le coût opérationnel direct de la flotte, mais le fait que les pétroliers, les financiers de Trump, perdent de grandes entreprises au Venezuela (cela s'appelle « coûts d'opportunité »).

2.- Pour inonder le monde avec le pétrole vénézuélien, baisser le prix, stimuler l'économie états-unienne – hautement sensible au prix du pétrole – et, ainsi, placer l'administration Trump en meilleure position pour les élections de mi-mandat. »

Le miroir historique : l'Iran et le Venezuela (le « Petroleumscape »)

Cette dynamique n'est pas nouvelle. Le Venezuela (<https://www.diario-red.com/articulo/america-latina/detras-asedio-venezuela-lobby-chevron-35-mil-millones-barriles-petroleo-explotar/20251201203852059315.amp.html>) et l'Iran partagent un « paysage pétrolier » historique. Tous deux ont subi des coups d'État orchestrés par l'Occident lorsqu'ils ont tenté de nationaliser leurs ressources (1948 et 1953). Tous deux ont fondé l'OPEP en 1960 pour se défendre.

Ces dernières années, l'alliance Caracas-Téhéran a été existentielle. L'Iran a appris au Venezuela à contourner les sanctions (flottes secrètes, réparation de raffineries, entre autres). Aujourd'hui, les deux pays se trouvent au cœur du conflit entre les États-Unis et la Chine. La réforme juridique au Venezuela est, au fond, une manœuvre pour survivre dans ce contexte : assurer son propre flux de trésorerie afin d'atténuer la menace américaine, même si la gravité géopolitique pousse inévitablement Washington à exercer une pression accrue sur les deux pays.

Cette histoire dure depuis plus de 100 ans

La réforme partielle de la loi sur les hydrocarbures est bien plus qu'un simple ajustement technique ; c'est un acte de survie à l'aube d'un conflit mondial majeur. Le Venezuela sacrifie une partie de ses revenus et de son contrôle opérationnel (ce qu'il faisait déjà via les CPP avec la loi anti-blocus) pour se réinsérer dans le marché occidental et tenter de contourner le blocus.

En fin de compte, dans la guerre pour l'hégémonie mondiale engagée par Washington, qui voit en Beijing son principal concurrent, le pétrole vénézuélien et iranien sont les trophées stratégiques ultimes. Le Venezuela et ses 100 ans d'histoire pétrolière, comme nous avons commencé à l'étudier, constituent l'un des champs de bataille.



[_ \(https://venezuelainfos.wordpress.com/wp-content/uploads/2026/01/carmen-navas.png\)](https://venezuelainfos.wordpress.com/wp-content/uploads/2026/01/carmen-navas.png)

***L'autrice :** Carmen Navas Reyes est une politologue vénézuélienne (UBV) titulaire d'une maîtrise en écologie du développement humain (UNESR). Elle prépare actuellement un doctorat en études latino-américaines à la Fondation du Centre Rómulo Gallegos pour les études latino-américaines (<https://www.celarg.org.ve/>)(CELARG) au Venezuela. Elle est membre du conseil consultatif international de l'Institut Tricontinental de Recherche Sociale (<https://thetricontinental.org/es/>).*

Source : Globetrotter (<https://portal.globetrotter.media/es/2026/01/29/venezuela-e-iran-petroleo-y-supervivencia/>).

Traduction : Thierry Deronne

URL de cet article : <https://venezuelainfos.wordpress.com/2026/02/07/venezuela-petrole-et-survie/> (<https://venezuelainfos.wordpress.com/2026/02/07/venezuela-petrole-et-survie/>).

En savoir plus sur

Abonnez-vous pour recevoir les derniers articles par e-mail.

Une réponse

1. gabriellegangai

8 février 2026 à 10 h 30 min ∞

merci pour tous ces articles qui éclairent la situation au Venezuela

Gabrielle Gangai

Réponse

○ Venezuela infos

9 février 2026 à 6 h 46 min ∞

bonjour Gabrielle merci à vous pour vos encouragements !

Réponse